FUTUR NARBONA

ECOLOCAL

REPERE

Les recherches participatives pour la transition écologique

Constructions, savoirs, évaluations et appuis aux/des politiques publiques

Colloque Repere, MSH, Paris Nord, 27 juin 2018

La complexité des enjeux environnementaux, sociaux et économiques d'un développement durable et l'urgence d'y faire face nécessitent plus que jamais que les politiques publiques s'appuient sur les connaissances issues de la recherche scientifique et ce dans différentes disciplines. Il s'agit d'une problématique multidimensionnelle.

Au regard de ces enjeux, le programme « Repere » du Ministère de la transition écologique et solidaire organisé le 27 juin 2018 dans le cadre d'un colloque sur les recherches participatives, interroge la construction des savoirs produits par ces recherches, leur évaluation et leur appui aux politiques publiques en matière de transition écologique.

Les mutations liées à une transition écologique et solidaire requièrent une implication de l'ensemble des acteurs sociaux : les compétences-en termes de savoirs, savoir-faire, savoirs être- de l'ensemble de ces acteurs peuvent contribuer de manière pertinente à la réalisation de cette transition et rencontrer l'adhésion de l'ensemble de la société.

Le colloque vise également à faire un point sur les dispositifs de participation des parties prenantes à l'orientation de la recherche : au-delà de la capitalisation des acquis du programme « Repere », une confrontation avec d'autres expériences permet un enrichissement mutuel des expériences. La richesse et l'efficacité des débats s'appuient d'une part sur des retours d'expériences concrets et sur une participation active des ministères concernés, des organismes de recherche et d'expertise et des principales alliances engagées dans la réflexion autour ces thèmes.

Table des matières

1 Courriel de Sylvain Rotillon (MTES) de mars 2020 2

2 Article Repere 2

2.1 Introduction : notre démarche 2

2.2 Processus et historique du projet *Futur Narbona* : les différentes phases 3

2.3 Interprétations des observations déduites des actions de ECOLOCAL 6

2.4 La place de l'expertise citoyenne dans les politiques publiques ou le processus de développement de la capacitation des habitants 8

2.5 L'évolution du projet *Futur Narbona* vers AudeTTE 12

2.6 Conclusion portant sur le développement de projets de recherche action participative appliqué à l'aménagement d'un territoire 12

1 Courriel de Sylvain Rotillon (MTES) de mars 2020

c'est une très bonne idée de produire un texte avec Lionel, bien dans l'esprit REPERE ;-)
Comme ce papier s'inscrira dans la partie consacrée à l'appui aux/par les politiques publiques, il me semble qu'il serait intéressant de **dresser un bilan de vos actions sous forme de retour d'expérience qui ne passerait pas sous silence les difficultés/impasses.** Je trouve, de ce que j'en ai suivi, le projet porté par ECOLOCAL assez exemplaire de ce fait.

Du coup, je me disais que le bon angle serait de partir de votre ambition de départ : **apporter une expertise citoyenne d'usage pour intégrer le risque lié au changement climatique dans l'aménagement du littoral** (j'espère synthétiser sans trop trahir, mais de toute façon, c'est à vous de reprendre). Là, il me semble qu'il faut **analyser pourquoi le projet tel qu'il a été porté n'a pas été repris par les instances locales (commune/interco, PNR en particulier)** : entre autres, l'approche militante... sans militants (autrement dit, sans rapport de force favorable pour avoir de quoi peser face à des élus) qui ne permet pas de se faire entendre (c'est bien sûr là aussi un peu rapide). J'ai le sentiment que vous avez tiré des leçons de cette impasse **(comment porter des politiques publiques sans levier d'action en propre et sans le relai des institutions ?)** et que le second projet corrige non pas le fond de ce sur quoi vous voulez travailler, mais la posture initiale. Le ton est plus ouvert, plus humble aussi. Ce cheminement est très intéressant, et c'est cette réflexion qui me semble importante à porter.
Dis-moi si ça te semble clair, si ça correspond bien à ta/votre vision.

2 Article Repere

2.1 Introduction : notre démarche

Le présent article a pour objet d'exposer un retour d'expérience du projet *Futur Narbona* : quels ont été les leviers, aides, difficultés, obstacles, résistances rencontrées lors du déroulé du projet sur la période d'avril 2015 à juin 2019.Il s'agit pour nous de soumettre au débat les volets qui, de notre point de vue, ont donné satisfaction, qui méritent continuation et consolidations ; mais aussi les volets qui nécessitent une réflexion approfondie et améliorations.

Par ailleurs, nous soulèverons quelques hypothèses de travail pour mener à bien le projet *Futur Narbona*.

L'objectif principal du projet *Futur Narbona* est d'apporter une expertise citoyenne d'usage pour intégrer le risque lié au changement climatique dans l'aménagement du littoral.

Futur Narbona doit avant tout être compris comme un **projet de recherche action participative (RAP).** Cette démarche vise le changement social en organisant des modalités d'une recherche qui se construit « avec » les personnes et leurs collectifs et non « sur » ou « pour » les personnes et leurs collectifs. La RAP contribue à :

• former des « publics », c'est-à-dire des communautés d'enquêteurs qui parviennent à transformer leur environnement par le croisement des expertises scientifiques, associatives, citoyennes et politiques ;
• articuler les échelles d'action : sociales et institutionnelles (mise en synergie des acteurs) ; temporelles (temps long pour agir versus urgence) ; spatiales (du local au global).

Les approches de la recherche action participative sont un moyen d'impliquer les citoyens dans la recherche scientifique, par l'association de la connaissance empirique, de l'expérience d'usage, de l'expertise des habitants et de l'expertise scientifique, du savoir universitaire et de la pratique professionnelle. Ces connaissances et pratiques favorisent également un espace de dialogue et d'action entre citoyens, praticiens, chercheurs et institutions.

Dans le contexte du changement climatique, il nous semble une évidence que tout habitant, par nature, acteur de son territoire, peut faire un retour d'expérience sur la construction de son lieu de vie. La recherche action participative devient alors le lieu d'une intégration de l'expérience d'habiter et de l'appropriation par ses habitants des enjeux inhérents à leur bassin de vie.

In fine, l'objectif de *Futur Narbona* est de créer une Université du territoire de Demain, à savoir une assemblée permanente composée des habitants du territoire dont la mission serait de produire des avis, développer des projets scientifiquement co-construits et co-instruits avec les acteurs du territoire, concernant son développement.

Le projet *Futur Narbona* a la double particularité d'être initié et porté par des habitants, ne se réclamant d'aucune idéologie et d'avoir été suivi de près par des représentants universitaires et de la recherche. Des membres de l'équipe-projet « paysages, territoires, transition » sont des chercheurs, à l'instar de Guillaume Faburel – géographe et professeur à l'université Lumière Lyon II et de Bernard Immel – sociologue et professeur à l'université Paris XII, membre de la direction collégiale de l'association ECOLOCAL.

Le projet s'est basé sur deux problématiques complémentaires :

- Une problématique- telle que définie dans le cadre du programme de recherche action « paysage, territoire, transition », à savoir « Comment le projet *Futur Narbona* s'inscrit dans *l'imaginaire social* des uns et des autres ? »
  Ref Serge Moscovici : référence au représentations sociales
- Une 2ème problématique qui émane du programme « Repere » « Comment les habitants du territoire de la Narbonnaise pensent-ils leurs territoires, quelle(s) vision(s) de leur à-venir territorial (mutations irréversibles ou déjà enclenchées…), et quelle(s) prise(s) (sociale, pratique, opérationnelle...) considèrent-ils avoir sur le devenir de leurs milieux de vie en contexte de dérèglement climatique et de transitions ? ».

Les membres de l'association ECOLOCAL ont donc tenté de répondre à ces problématiques avec le souci permanent de rester en capacité d'action dans le temps long, sachant pertinemment que les résultats dépendent d'un travail régulier et d'une présence reconnue.

2.2 Processus et historique du projet *Futur Narbona* : les différentes phases

Futur Narbona : Du concours d'idées à l'université du territoire de demain ?
Un projet innovant, expérimental, citoyen, multi-acteurs une recherche action permanente et encore en jachère, temps long oblige !

FUTUR NARBONA

ECOLOCAL

A son origine, suite aux inondations dans l'Hérault et dans l'Aude, à l'automne 2014, le désir de quelques habitants constitués en association d'organiser une conférence sur le changement climatique lors de la COP 21.
L'actualité a confirmé la pertinence de la démarche de ECOLOCAL. En 2015, le changement climatique est peu présent dans l'imaginaire des audois et des élus compris ; aussi les problématiques écologiques font-ils souvent débats et sont sources de confrontations (Port la Nouvelle, Malvési, les OGM…). L'époque est encore à la croissance, même verte ; la transition s'inscrit dans les esprits, progressivement, mais si elle est qualifiée de toutes les manières, soit de sociale, d'écologique, d'énergétique, de numérique puis de territoriale (récemment en 2020)… elle est ignorée comme devant aussi être économique et politique au sens d'une réforme des modes de gouvernance.
C'est dans ce contexte que débute le projet *Futur Narbona*.

Les principales actions menées en précisant les différents publics associés.

2014	Emergence et étude de faisabilité du projet *Futur Narbona*		
	Contexte	Inondations dans l'Aude et l'Hérault à l'automne 2014.	
	Objectif	Organiser une conférence sur le climat à l'échelle locale	
	Nombre et qualité des participants	7 adhérents de l'association dont 1 chercheur sociologue, 1 architecte, 1 musicien, 1 paysagiste, 1 ingénieur, 1 projectionniste, 1 technicienne	
	Financement	Sans financement	
	Reconnaissance	Nombreux contacts et encouragements amicaux	
2015	Conférence « Climat, Territoire, Habitants » Ateliers Etudiants Enquêtes terrain		
	Contexte	Aucune autre animation n'a été prévue à Narbonne et dans l'Aude par les instances locales sur la question climatique ou dans le cadre de la COP21 alors que la France accueille la convention internationale sur le climat.	
	Objectif	La première séquence se déroule sur 4 mois au cours desquels conférences, ateliers, enquêtes et débats sont animés et organisés pour et par des étudiants sur tout le territoire narbonnais et avec des universitaires. Le projet reçoit le label COP21 du ministère de l'environnement.	
	Nombre et qualité des participants	120 habitants, 5 élus, plusieurs universitaires dont 25 étudiants	
	Conférences « Climat, Territoire, Habitants »	3 jours : conférences, ateliers, découverte du territoire : 3 universités engagées : 7 étudiants +	
	Ateliers Etudiants	2 Universités engagées : 22 étudiants	
	Financement	HELIO International finance la première phase du projet 25 000 € ; Conseil départemental 1 425 €.	
	Reconnaissance	Label COP 21 du Ministère de l'environnement	
2016	Forum Habitants *Journée Réseau Territorialistes Lyon* Stage étudiant *Journée inaugurale Paysage, Territoire, Transition Paris* *Séminaire PTT CAUE Eure*		
	Contexte	L'association prend place dans le paysage narbonnais + Journées du Plan Climat de l'EPCI	
	Objectif	Conception du projet + travaux dans les quartiers relevant de la politique de la Ville	
	Nombre et qualité des participants	155 habitants, 5 élus, plusieurs universitaires, 1 stagiaire universitaire Délégation narbonnaise aux journées PTT	

		Forum Habitants	1/2 journée en extérieur + conférence des étudiants et collectif Pas Sans Nous : 200 habitants + 2 chercheurs + 3 élus (1 Ville, 2 CD) + 25 étudiants
		Journée Réseau Territorialistes à Lyon	1 représentant ECOLOCAL
		Stage étudiant	1 étudiant stagiaire pdt 6 mois de Lyon 2 Laboratoire Triangle
		Journée inaugurale PTT à Paris	1 délégation narbonnaise à Paris : 2 élus (1 CD, 1 Ville) + 2 Agents territoriaux (1 Ville, 1 EPCI) + 5 habitants + 1 représentant CESE Aude
		Séminaire PTT CAUE 27 à Evreux	1 délégation narbonnaise à Evreux pdt 2 jours : 1 lycéenne + 1 viticulteur + 1 chef entreprise
	Financement		Fondation de France : 30 300 € sur 2 ans
	Reconnaissance		Label Programme « paysage, territoire transition » du MTES ; Encouragement de la part de Guillaume Faburel (Laboratoire Triangle de Lyon2)
2017	Stages Ateliers Scolaires *SEDD* Journée *Futur Narbona* *Sites et Cités à Calais* *CEREMA à Orléans* Préparation séminaire « paysage, territoire, transition »		
	Contexte		La ville de Narbonne anime la Semaine européenne du développement durable
	Objectifs		Travaux avec les étudiants + Test et validation d'outils d'animation + Réunions préparatoires pour le séminaire PTT
	Nombre et qualité des participants		230 habitants, 2 élus, plusieurs universitaires dont 4 étudiants stagiaires
		Stages	4 étudiants stagiaires pdt 6 mois : enquêtes + animations terrain
		SEDD	20 habitants + 4 étudiants stagiaires
		Journée *Futur Narbona*	15 habitants + 1 représentante DREAL + 1 architecte
		Sites et Cités à Calais	Groupe narbonnais 2 habitants
		CEREMA à Orléans	Groupe narbonnais 3 habitants
		Préparation séminaire PTT	Nombreuses réunions préparatoires avec habitants, collectifs, associations
	Financement		MTES : 2 000 € (réserves parlementaires A. Nationale)
	Reconnaissance		Label Programme « Repere » du MTES
2018	Séminaire « paysage, territoire, transition » Ateliers avec les publics scolaires Exposition et conférences « Habiter le littoral » Déclaration 1ère Agora		
	Contexte		Inondations meurtrières et dévastatrices dans l'Aude + éveil de collectifs écologistes narbonnais (colibris, alternatiba, zérowastes)
	Objectifs		1ères valorisations des travaux + mise en place d'un dispositif de recherche action + consolidation des actions terrain
	Nombre et qualité des participants		520 habitants, 2 élus, 10 universitaires (2 stagiaires)
		Séminaire PTT :	2 jours : 150 personnes (dont entreprises) + 3 agents territoriaux (CD, EPCI, Ville) + chercheurs + membres équipe PTT + 2 étudiants stagiaires + 3 doctorants
		Ateliers avec publics scolaires	4 jours avec 6 classes de 5ème + 6 ½ journées avec 2 classes de CM2 + 2 journées avec 1 classe de 1ère = 380 élèves
		Exposition et conférences « habiter le littoral »	1 semaine ouverte au public + 3 conférences : 2 élus (Ville et CD) + 2 agents territoriaux (Ville) + 3 praticiens + 1 chercheur + 80 habitants

		Déclaration	Plusieurs réunions : 2 étudiants stagiaires + 2 doctorants + 1 chercheurs + 12 habitants
		1ère Agora	Ateliers avec 22 habitants
	Financement		Ville : 700 € ; Conseil départemental : 500 € MTES : 10 000 € ; Fondation Banque populaire Sud : 2 000 €
	Reconnaissance		Présentation du projet lors des journées initiales de la fondation de France à Paris
2019	Nuit des Idées : 2ème Agora Ateliers Habitants *Forum Transition CD Aude*		
	Contexte		Approche des élections municipales + émergence du Pacte écologique en fin d'année
	Objectifs		Poursuite des travaux précédents avec les habitants + tester des dispositifs de participation + PAUSE pour travaux d'analyse du projet.
	Nombre et qualité des participants		100 habitants, 2 élus, 1 agent territorial et 2 chercheurs
		Nuit des Idées	105 habitants + 2 élus (1 Ville, 1 CD) + 2 chercheurs + 1 représentant MTES + 1 représentante FdFrance
		Ateliers Habitants	4 réunions : 25 habitants + 1 agent territorial EPCI
		Forum Transition Aude	20 habitants
	Financement		Ville de Narbonne : 700 € ; Conseil départemental : 1 000 € ; EPCI : 1 000 € ; HELIO International : 1 750 €
	Reconnaissance		Présence du ministère de la Transition écologique et solidaire et de la fondation de France lors de la Nuit des Idées.
2020	Conception AudeTTE (Aude Transition TerritorialE) Rencontre Riposte Créative Territoriale du CNFPT		
	Contexte		Multiplication de signaux climatiques « alarmants », de plus en plus de structures et de projets pour répondre aux enjeux climatiques à l'échelle nationale.
	Objectifs		Développement du réseau d'acteurs en faveur de la Transition Définition des objectifs stratégiques en commun (chercheurs, institutions, associations, entreprises, habitants)
	Nombre et qualité des participants		4 chercheurs, 2 consultantes, 2 représentants d'association, 3 habitants, 1 représentante d'institution nationale
		Rencontre Riposte Créative Territoriale	2 représentants association + 2 représentants entreprises + 1 élue + 1 habitants + 2 agents territoriaux + 3 représentants de l'Etat + 2 représentantes de la fdFrance + 2 représentants du CESE Aude + 1 représentante d'une institution nationale + 2 chercheurs
	Financement		Fondation de France : 20 000 € + diverses demandes en cours
	Reconnaissance		Qualité des membres de l'équipe pluridisciplinaire, le financement de la fondation de France et la qualité des participants à la rencontre nationale du CNFPT

2.3 Interprétations des observations déduites des actions de ECOLOCAL

Si les habitants ont très largement répondu présents à l'ensemble des événements organisés par ECOLOCAL, ils ont aussi montré les limites de leur capacitation, très liée à un déficit d'engagement que les contingences du quotidien induisent (forme d'ethnocentrisme : retranchement et / ou concentration sur le quotidien, le local : le concret et l'immédiateté). La pauvreté, également très présente sur le territoire, limite la diversité et le partage des représentations des habitants. L'autre facteur limitant de l'engagement des habitants est le regard de l'autre que l'entre-soi accentue.

Certains habitants s'engagent plus favorablement dans un collectif. Mais cet engagement sur des problématiques et sujets locaux est également temporaire quand il n'est pas stimulé par des enjeux électoraux. L'engagement est plus pérenne s'il est sous l'égide d'une association. Lesquelles associations, très nombreuses, campent sur leurs actions. Rares sont celles qui participent à des activités dont elles ne sont pas les organisatrices. Dans tous les cas, on observe que l'engagement « durable » pour des causes écologiques est très largement porté et organisé par les femmes.
La capacitation « collective » est un chantier de longue haleine qui réclame un accompagnement au long cours.

De fait, ce constat justifie l'action de l'association auprès des habitants.

Les étudiants (universitaires et ingénieurs) engagés pendant les stages auprès de ECOLOCAL ont beaucoup contribué au développement de l'association. Leurs travaux sur le terrain ont permis à l'association de valider des outils d'animation.
Aussi la « mécanique » envisagée pour relier milieu universitaire et société civile est-elle dans le principe acceptée par les institutions et l'accueil des habitants est généralement très bon avec les étudiants.
Cela dit, les habitants n'ont pas compris ce que les étudiants pouvaient leur apporter en termes de capacitation.

La principale question est d'ordre logistique et financière pour assoir la relation dans le temps.

Le chercheur qui a aidé à impulser les activités de ECOLOCAL suite aux ateliers de 2015, et qui suivait les travaux, a commencé à l'accompagner activement tardivement, soit en novembre 2017 et février 2018, puis en juin 2018. La relation très discontinue n'a pas aidé à la compréhension des attentes respectives entre les parties prenantes. Il semblerait qu'il y ait eu une incompréhension sur le mode d'action et les objectifs que l'association souhaitait et savait pouvoir engager dans le contexte microcosmique du territoire.
Nous ne sommes pas parvenus à nous comprendre et à la fois identifier les besoins et moyens nécessaires à l'exercice.
D'une certaine manière, partant d'une vision affirmée de l' « empowerment » qui oblige à un rapport de force entre les institutions et les habitants, le chercheur a répondu aux attentes de certains habitants, militants, qui entendaient développer ce rapport par le biais du projet dans la perspective des élections municipales. Alors que ECOLOCAL défend la recherche d'un dialogue entre les parties et de compréhension mutuelle des approches pour aborder les enjeux contemporains.
Ceci a certainement donné à penser aux élus locaux que l'association avait d'autres perspectives que celles qu'elle affichait.
Finalement, en 2019, Guillaume Faburel, géographe au laboratoire Triangle de Lyon2, a décidé de ne plus accompagner les travaux de l'association.

Cette expérience avec un chercheur nous oblige à reconsidérer la relation qui peut être développée entre les chercheurs et les associations. Plus précisément, ceci oblige à une définition précise des attendus de la recherche dans le cadre des actions terrain.

Les praticiens (urbaniste ou architecte) locaux n'ont pas ou peu participé aux travaux et aux rendez-vous organisés. Défaut de temps mais aussi incompréhension du projet qu'ils ont estimé trop ambitieux et trop orienté politiquement selon les propos qui leur étaient rapportés.

L'absence des praticiens nous invite à reconsidérer également la manière de les approcher et de développer leur engagement à nos côtés.

Dès le début du projet l'association a cherché à associer les élus et les agents territoriaux dans le projet. Ceci s'est traduit par la constitution de délégations narbonnaises à l'occasion de plusieurs rencontres hors département, comme lors de la journée initiale du programme « paysage, territoire transition » et lors des réunions préparatoires du séminaire PTT.

Les agents territoriaux ont été diversement présents lors des événements organisés par l'association. A l'exception du service Développement durable de la ville de Narbonne qui a toujours soutenu et suivi le projet, confirmant au fil du temps sa compréhension et son intérêt pour le projet, les agents territoriaux de l'EPCI étaient absents, tout comme les conseillers communautaires du Grand Narbonne.
A noter, le Conseil départemental a créé en 2019 un poste sur la question des transitions.

En 2018, le Parc Naturel Régional de la Narbonnaise en Méditerranée lance le programme « La Mer Monte » dans la lignée des travaux de ECOLOCAL, sans associer l'association. Ledit programme fait sans le dire beaucoup référence au projet *Futur Narbona*.
Le député Alain Péréa, ancien directeur du parc naturel et vice-président en charge de l'aménagement du territoire de l'EPCI, a même exprimé son désir de voir la fin de l'association, sans explications.



Les institutions locales, Ville de Narbonne, l'EPCI Grand Narbonne et le Conseil départemental, ont été très présentes au début du projet. Aussi ont-elles participé aux 1ères conférences en 2015 et ont-elles reconnu l'intérêt et la portée du projet en soutenant la candidature à l'AMI « paysage, territoire, transition » du Ministère de la transition écologique et solidaire. Comme en témoigne l'intégration du projet Futur Narbona au cœur de la saisine présidentielle communiquée au CESE institué en 2016 par le Conseil départemental de l'Aude.
Cela dit l'engagement des institutions locales ne s'est pas transformé en une présence régulière et suivie des travaux de l'association ni par une aide financière autorisant l'association à assoir son développement sur le territoire.
C'est un peu comme si les institutions ne reconnaissaient pas à une association de s'intéresser à des problématiques complexes qui touchent l'organisation du territoire ou ne comprennent pas l'importance de travailler ces questions avec les habitants.

La presse locale a peu relayé les actions de l'association tout au long de ses travaux, tout comme elle n'a pas répondu à l'invitation au séminaire « paysage, territoire, transition ».

Il est difficile de dire si les actions de l'association ECOLOCAL ont eu des effets notablement bénéfiques sur les acteurs locaux. Nous notons cependant que certaines idées et conceptions de la concertation ont pris place dans les esprits, à savoir l'idée de « projet de territoire » en cohérence avec les enjeux pédoclimatiques, par les institutions, l'idée de développement d'une vision globale à l'échelle des territoires, le concept de co-construction qui se traduit plus généralement en concertation et participation citoyenne et pour conclure la notion d'expertise d'usage.
En 2016, l'année suivant le démarrage du projet *Futur Narbona*, l'EPCI organise les journées du Plan climat.
Reste que les approches dites « d'interdépendances écosystémiques » et de prospective demeurent encore embryonnaires dans l'esprit d'une majorité des décideurs locaux. En témoigne le SCoT du Grand Narbonne rendu au printemps 2019.

Tous ces écueils n'ont cependant pas entamé l'engagement des membres de l'association. L'expérience a permis d'identifier des leviers et des freins. Cela dit, le contexte national et international sur les questions inhérentes au changement climatique évolue. La prise de conscience de ses effets est plus partagée qu'en 2015.

Si l'on accepte l'idée que le projet *Futur Narbona* a une dimension culturelle, il convient alors d'apprécier comment développer la capacitation des habitants, de redéfinir la stratégie de l'association, voire de redéfinir les objectifs et modalités de développement du projet.

Il convient de noter que si les élus changent régulièrement, les problématiques écologiques et climatiques s'installent et parfois perdurent. Les associations du territoire sont des acteurs sinon « durables » du moins nécessaires pour assurer une action qui nécessite engagement et ténacité.

2.4 La place de l'expertise citoyenne dans les politiques publiques ou le processus de développement de la capacitation des habitants

Dans l'esprit du projet *Futur Narbona*, la co-construction avec tous les acteurs du territoire, donc avec les habitants, est plus qu'une idée, ou qu'un concept, c'est la condition *sine qua none* pour la réussite d'un autre modèle de développement territorial répondant aux contraintes que les enjeux climatiques imposent : c'est la véritable transition, ou évolution écosystémique nécessaire.
Cette co-construction fait forcément appel à l'expertise d'usage des habitants qui, par leur retour d'expérience sur leur mode d'habiter, leur « vécu du territoire » tel qu'il est, avec ses défauts et ses qualités, peuvent constituer la colonne vertébrale d'une autre forme de gouvernance. Cette transmission et une contribution suivie et régulière, dont les modalités sont à bâtir, sont indispensables pour le devenir des territoires, sans pour autant constituer un obstacle aux choix et décisions des élus locaux : c'est un partenariat qui ne peut et ne doit être compris qu'en vue de consolider les orientations et les décisions dès lors que ces dernières sont communiquées et partagées.

Cette expertise d'usage repose de manière générale sur les représentations des habitants, concernant le territoire et sa probable évolution et leurs expériences pratiques du territoire et leur capacité à être force de propositions.

Les principales difficultés, observées au cours du projet *Futur Narbona*, à l'expression de cette capacitation sont d'ordres divers :

- L'absence de la culture du dialogue en amont des confrontations ;
- Le regard des habitants sur leurs propres capacités, surtout collectives à travailler et produire des avis et des projets sur des problématiques complexes telles que le changement climatique et l'aménagement du territoire ;
- Une « servitude volontaire » de la part des habitants par la livraison « clef en main » des « affaires du territoire » aux élus locaux ;
- Les habitants « sous-traitent » volontiers leur engagement à des associations par peur du conflit avec les institutions ;
- La défiance des habitants à l'égard des institutions et des élus plus précisément qu'ils ne considèrent pas comme toujours compétents pour répondre certains enjeux. Cette défiance ne pas créatrice des collectifs. Ces derniers naissent suite à un projet non accepté (ex. Port La Nouvelle) ou dans la lignée d'un mouvement de dimension nationale (ex : Alternatiba) ;
- Cette défiance est renforcée par un sentiment suite à des réappropriations par les élus des initiatives citoyennes originales et potentiellement fédératrices et remarquables (Energie citoyenne) ;
- Une crainte des élus locaux de perdre une partie de leurs prérogatives, voire d'une dévalorisation de leur statut et de leur légitimité institutionnelle sous l'effet des concertations, participations, consultations des habitants. Autrement dit, remise en question de la Représentativité au profit de la Participation ;
- Un biais cognitif : la fonction d'élu inhibe toute identité en qualité d'habitant pour l'élu lui-même. Autrement dit, l'élu ne semble plus se considérer un habitant lui-même : la fonction surpasse le statut commun de l'individu ;
- De manière générale, concernant les effets du changement climatique, le fatalisme, ou plutôt une forme d'acceptation par défaut, est très présent au sein de la population, ainsi que parmi les élus locaux.

Synthèse partielle des représentations des habitants sur leur territoire	
L'eau	- Préoccupation épisodique lors de la survenance des catastrophes ; - Problème de pollution des canaux.
Paysage	- Paysages naturels : fierté et inquiétude quant à la préservation des paysages ; - Paysages urbains : peur (urbanisation galopante effrénée, développement chaotique, multiplication des centres commerciaux…).
Vision du territoire	- Un territoire apprécié, perfectible, mais peu dynamique ; - Un territoire dont le développement inquiète : sauvegarde des commerces de proximité et des paysages, du cadre de vie.
Changement climatique	- En 2018, c'est une notion encore très abstraite pour les habitants, sujet trop éloigné de leurs préoccupations quotidiennes ; - Pas de lien effectif entre l'aménagement (et le ménagement) du territoire et le changement climatique.



Les représentations des habitants ne sont pas forcément prises en considération par les élus, bien que depuis peu, les élus prennent appui sur les retours des habitants, reprenant des éléments de langage (des acteurs associatifs, entre particulier) par défaut d'une vision et de projets crédibles et inspirants pour le devenir des territoires. Les élus convient les habitants à exprimer leurs opinions, leurs projets, sous couvert de « démocratisation » de la parole politique (communément appelée démocratie participative). La participation devient une mode ou un étendard aux couleurs démocratiques.
Aussi les budgets participatifs font-ils florès partout sur les territoires. Ils constituent effectivement une forme d'expression de la participation, mais ceux-ci restent attachés à une forme de consumérisme (vote ; appuyé, sinon détourné par le matraquage de communication des gros porteurs de projet dont le réseau est plus influent ; sur une présentation succincte des projets ; avec pour seule cohérence les critères des appels à projets).

Cela dit, les habitants ont besoin d'être « accompagnés » vers cette capacitation collective, de même que les élus ont besoin d'être rassurés et convaincus de l'intérêt de cette contribution citoyenne.

Qu'est-ce que la capacitation, comment la construire ?
Le tableau ci-après est une tentative de description du processus de montée en capacitation des habitants. Cette description est le fruit de l'expérience de l'association ECOLOCAL, des observations faites et des éléments recueillis au cours du projet *Futur Narbona*.

FUTUR NARBONA

ECOLOCAL

La CAPACITATION La notion originelle en 1960 d'*empowerment* en sciences sociales, (en français depuis les années 2000: autonomisation), qui signifie "développer des capacités".							
Trois grandes phases	Appropriation		Capacitation effective ou capacitation subjective			Sublimation	
	L'appropriation doit être comprise comme l'amorce nécessaire au développement de la capacitation. Cette appropriation repose sur la prise de conscience des acteurs de certaines contraintes qui impactent leur quotidien et leur lieu de vie. Cette prise de conscience est le fruit d'un certain processus qui convoque SENS et QUESTIONNEMENT. Quel sens peut-il être donné à la contrainte ? quel est le questionnement, y a-t-il un processus de questionnement, l'ébauche d'une problématisation ?		La capacitation devient effective, passée le filtre du questionnement si elle est accompagnée de la volonté d'engager un dialogue avec d'autres acteurs. Le dialogue est l'un des premiers outils. Dans un premier temps, la capacitation peut se limiter à une certaine subjectivité. L'intérêt général n'est pas forcément vecteur de capacitation.			Freud définit la sublimation pour la première fois en 1905 dans *Trois essais sur la théorie sexuelle*[1,2] pour rendre compte d'un type particulier d'activité humaine (la création littéraire, artistique et intellectuelle) sans rapport apparent avec la sexualité mais tirant sa force de la pulsion sexuelle en tant qu'elle se déplace vers un but non sexuel en investissant des objets socialement valorisés[3].	
Processus	Sens	Questionnement / Problématisation	Outillage / Dialogue		Production	Développement	
Echelle de la capacitation	**Contrainte / Besoin**	**Fonction**	**Organe**	**Production**	**Valorisation**	**Confirmation**	**Institutionnalisation**

FUTUR NARBONA

ECOLOCAL

Conditions d'affranchissement : *le franchissement des étapes de capacitation repose sur l'addition des deux conditions d'affranchissement. Une seule ne peut suffire.*	Avoir identifié la contrainte ou le besoin	**OBSERVATION**	Imaginer les fonctions nécessaires pour dépasser la contrainte	**IDEES**	Avoir les moyens pour réaliser les fonctions	**MOYENS**	Produire des objets aboutis et notablement significatifs	**PRODUCTIONS**	Théoriser le projet	**THEORISATION**	Disposer des moyens	**MOYENS**	Pouvoir structurer	**STRUCTURATION PERENNISATION**
	Avoir la volonté de dépasser la contrainte	**VOLONTE = ENGAGEMENT**	Définir des objectifs clairs en rapport avec les fonctions	**OBJECTIFS**	Définir une stratégie d'usage	**METHODES**	Répondre aux contraintes initiales	**VALIDATION**	Monter en généralité	**GENERALISATION**	Produire des réalisations qualitatives	**PRODUCTIONS**	Pouvoir pérenniser	

2.5 L'évolution du projet *Futur Narbona* vers AudeTTE

Le projet *Futur Narbona* avait pour ambition de créer une « université du territoire de demain ».
Cette structure devrait pouvoir mettre en synergie l'éveil des étudiants à leurs pratiques de futurs chercheurs ou praticiens et l'expertise dite d'usage des habitants, ou leur connaissance empirique et pratique réelle du territoire.

Pensant que cette université serait accueillie par ledit territoire comme une opportunité, notre surprise fut grande à constater les résistances et la fin de non-recevoir de la part de certains acteurs locaux, institutions et associations. C'est d'une certaine manière comme si certains acteurs ne comprenaient pas ou encore redoutaient les effets, d'une telle démarche à l'attention des habitants, pour d'autres la crainte de puiser dans les subventions locales et / ou de voir leur statut institutionnel remis en question.



Convaincus que le dialogue territorial est indispensable, l'association revisite son positionnement à l'égard des institutions et du territoire en :

- Changeant d'échelle de territoire ;
- Recherchant le multi partenariat et en veillant à inclure les acteurs dès le début du projet ;
- Définissant des entrées thématiques fédératrices ;
- Développant un dispositif de recherche action participative ;
- Veillant à bien préciser et définir le rôle des chercheurs ;
- Veillant à ne pas être au cœur des enjeux entre les acteurs locaux.

Et en espérant que cette stratégie soit porteuse de succès.

La nature des enjeux et l'importance des sujets que nous pouvons traiter, la richesse des échanges que nous avons vécues, la qualité des rencontres que le hasard nous offre, la diversité des relations que nous pouvons développer et les potentialités de développement que nous découvrons sont autant d'arguments qui nous animent pour mener notre projet. Un projet de territoire tel que AudeTTE, Aude Transition TerritorialE.

Finalement, le rôle de ECOLOCAL est dorénavant de se placer comme un interlocuteur sur le *design territorial* tel un Living Lab.

2.6 Conclusion portant sur le développement de projets de recherche action participative appliqué à l'aménagement d'un territoire

Finalement, qu'est-ce qu'un projet tel que *Futur Narbona* peut inspirer pour les politiques publiques ?
Il faut rappeler les objectifs du projet : travailler aux échelles territoriales, sur les problématiques écosystémiques, en envisageant la résolution des problèmes par des entrées multi-acteurs, c'est-à-dire en incluant les habitants, dès le début des projets, tout en favorisant la définition d'une vision partagée, collective avant toute mise en œuvre concrète et créer une structure locale qui permette ces dialogues et propositions : Tout ceci est vu dans la perspective de la transition.

En fait, il convient d'identifier les conditions requises pour aider à structurer les territoires à l'aune du changement climatique en considérant les actuels structures et mécanismes de prise de décision (fonctionnement des institutions, moyens disponibles, outils en place, adaptabilité aux enjeux…).

Les propositions ci-dessous visent à satisfaire l'objectif stratégique suivant :

- La résilience sous tous les aspects des territoires pour faire face au changement climatique.

Structurellement :

- Repenser la façon de construire les EPCI selon les bassins de vie ;
- Encourager et renforcer les élus dans un rôle d'animateur local ;
- Redéfinir les compétences :
  - Région (économie (objectif redistribution))
  - Département (dessinés en fonction des bassins versants) (écologie (objectif préservation des ressources))
  - EPCI (définis selon des critères de bassins de vie, rassemblement d'un petit nombre de collectivités) (fonctionnalités sur tous les secteurs (objectif mutualisation des moyens))
  - Commune (proximité (objectif animation de la démocratie locale)) ;
- Envisager les EPCI et collectivités comme des éléments block chaîne, créer une mise en réseau multifactoriel à l'échelle régionale ;
- Envisager des structures citoyennes indépendantes financièrement et techniquement qui concourent à l'animation territoriale.



Méthodologiquement :

- Développer la culture de la vision globale et de la prospective des territoires et la culture du dialogue ;
- Encourager la co-construction de cette vision globale et partagée et inclure la contribution active des habitants dès le début du processus d'élaboration ;
- Développer des outils d'évaluation et de conduite de projets adaptés aux nouveaux enjeux ;
- Construire des partenariats pour un dialogue approfondi et régulier entre les institutions locales et les habitants ;
- Améliorer les liens entre, voire limiter, les schémas, plans et des programmes sectoriels (déjà très nombreux et qui inhibent toutes coopérations et co-construction, sinon par intérêt) et nuisent à la construction d'une vision d'ensemble ;
- Conditionner la mise en œuvre des projets à la co-construction d'une vision globale.

Texte de Joël Aubé
Membre de la direction collégiale de l'association ECOLOCAL

Association ECOLOCAL
170 avenue de Bordeaux – 11 100 Narbonne
association.ecolocal@gmail.com

